

opérations dans le Tiers Monde d'une manière éclatante grâce à la convention de Lomé, qui a remplacé les accords de Yaoundé et encadré les relations de la CEE avec 46 pays d'Afrique, des Antilles et du Pacifique. Le club fermé a ouvert ses portes, ce qui augure bien pour l'avenir. Parallèlement, toutefois, cette ouverture a suscité une pointe de désenchantement dans le monde en développement. Les Neuf, à l'instar des autres nations avancées, ayant été affligés par les doubles maux de l'inflation et de la récession, ont dû couper leurs dépenses. Les crédits au développement n'y ont pas échappé. Ces coupes sombres sont dues à l'insistance de l'Allemagne et, bien qu'elles traduisent une nécessité économique, elles révèlent aussi des tensions politiques. La majorité des États associés sont toujours francophones et le gouvernement allemand ne voyait aucune raison pour que la France continue à acheter de l'influence politique aux frais de l'Allemagne.

Incertitude politique

Il existe d'autres tensions, comme la question des limites de pêche, à propos de laquelle la Grande-Bretagne et l'Irlande, ennemies jurées, ont fait un mariage de raison pour se liguer contre le reste de la communauté. Mais les questions véritables qui sont en jeu importent plus que l'un ou l'autre de ces incidents pris individuellement, même la PAC. En vérité, le postulat idéologique qui est le fondement de la CEE (foi commune dans les structures et les idéaux de la démocratie libérale) a cédé la place à une profonde incertitude politique. L'instabilité politique et la tendance à la polarisation entre les néofascistes et les néocommunistes sont

proverbiales en Italie; en France, le front commun de la gauche a de bonnes chances de remporter les prochaines élections. En Grande-Bretagne, on craint beaucoup que les difficultés économiques du pays ne provoquent des conflits sociaux et politiques aigus.

Les politiques de la CEE ne sont pas directement dictées par ces questions, mais l'attitude que chaque pays adopte vis-à-vis de l'Europe est avant tout fonction de ses propres désirs de stabilité intérieure. Cela va plus loin que de savoir si l'eurocommunisme peut oui ou non faire peau neuve. Dans un cas comme dans l'autre, il diviserait profondément les Neuf. L'Allemagne, qui est le seul grand pays européen à avoir maintenu sa prospérité économique, sa cohésion sociale et son autorité politique est en train de subventionner le reste de la Communauté. Comme ce financement a déjà provoqué un ressac en politique italienne, le gouvernement allemand actuel veille à ne pas agir trop ouvertement en Grande-Bretagne. Mais le fait demeure que la force future, voire la survie de la Communauté économique, dépend maintenant de l'Allemagne. A ce propos, peut-être faut-il se réjouir de ce que la lutte pour le pouvoir entre Paris et Bonn, implicite dans notre analyse, ait été remportée par l'Allemagne. Pour l'heure, Herr Schmidt et ses collègues font des pieds et des mains pour manifester de la compréhension à l'endroit des cas difficiles ou désespérés. Force est de se demander si ce pays peut se permettre de poursuivre longtemps dans cette voie. Sinon, la Communauté pourra-t-elle trouver de nouvelles bases sur lesquelles fonder une coopération plus sensée que par le passé?